

RAPPORT FINANCIER
EXERCICE 2009



ROBERTET S.A.

T A B L E D E S M A T I È R E S

RAPPORT DE GESTION	3
COMPTES CONSOLIDÉS	15
COMPTES SOCIAUX	57
DONNÉES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	80
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER	83
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	85
GROUPE ROBERTET	94

R A P P O R T D E G E S T I O N

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009



ROBERTET S.A.

RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2009

L'année 2009 avait démarré dans un environnement très instable marqué par les conséquences de la grave crise financière qui impactait fortement les économies de la plupart des pays du globe.

L'Europe et les États-Unis étaient principalement touchés alors que les pays d'Amérique Latine et d'Asie résistaient mieux. De même, contrairement aux crises précédentes, l'industrie du luxe a beaucoup souffert avec un effet négatif sur le secteur des produits aromatiques.

Pour Robertet, il en a résulté à la fin du premier semestre un retard important du chiffre d'affaires qui se situait à taux de change constant à moins 7%. Cette baisse était particulièrement sévère pour les principales sociétés européennes, Robertet Grasse et Charabot dont les ventes diminuaient de 12% en euro. Un rattrapage s'est opéré au second semestre qui a bénéficié d'une certaine reprise de l'activité.

Les performances ont donc été honorables pour 2009, avec un chiffre d'affaires consolidé de 305,1 millions d'euros, en légère progression et en ligne avec l'évolution globale des sociétés du secteur.

Les évolutions géographiques des ventes ont été contrastées avec toujours un chiffre d'affaires en retrait pour l'Europe, d'excellentes performances en Amérique Latine et de bonnes progressions aux États-Unis et en Asie.

Pour 2009, le chiffre d'affaires consolidé se répartit de la manière suivante :

- Europe : 37%
- États-Unis : 35%
- Asie : 13%
- Amérique Latine : 8%
- Moyen-Orient et Afrique : 7%

Dans ce contexte peu favorable, le Groupe a tenu bon sur ses politiques à long terme illustrées par le programme stratégique Robertet 2012.

Des actions d'optimisation avec Charabot ont été entreprises dégagant des résultats tangibles en 2009. Le programme d'investissement dans le centre de production de composition et de logistique commun avec Charabot a été poursuivi au rythme attendu de même que les investissements en Chine. Grâce à une gestion rigoureuse, ces opérations ont été financées tout en améliorant la trésorerie nette du Groupe.

Les évolutions par Division ont été les suivantes :

NATURELS

Après une année 2008 de forte croissance, la Division Matières Premières a été plus que les autres affectée par la faible activité de l'industrie du luxe.

Son chiffre d'affaires connaît une baisse de 8% qui, à notre analyse, n'est que conjoncturelle et n'a fait que nous inciter à dynamiser nos efforts pour nous affirmer de plus en plus en leader dans le domaine des produits aromatiques naturels.

C'est définitivement un segment de marché de grand avenir et qui bénéficie pour le Groupe de l'apport supplémentaire de l'activité de Charabot et de la Société des Plantes Aromatiques du Diois dans le domaine des produits naturels biologiques.

Robertet a pour objectif permanent de rechercher les voies d'innovation les plus porteuses et d'accroître ses moyens dans le domaine du développement au service de ses clients.

Le début d'année 2010 marque une nette reprise des ventes de cette division qui lui permet d'affirmer sa différence par rapport à ses principaux concurrents.

PARFUMERIE

La Division Parfumerie a une évolution légèrement positive avec une croissance de son chiffre d'affaires de 1,7%. La croissance est forte aux États-Unis grâce à un positionnement dans le domaine du « household », moins sensible à la conjoncture, mais également à des succès dans la Fine Fragrance à partir de ses centres créatifs de New York et Paris.

La stratégie du Groupe en direction des principaux clients internationaux et sa présence sur de nombreuses « corelists » l'amènent à s'affirmer sur les grands centres économiques mondiaux. La prochaine mise en service de sa nouvelle usine en Chine lui permettra de compléter efficacement son réseau afin d'apporter un service complet et coordonné à l'échelle internationale.

ARÔMES ALIMENTAIRES

Plus que jamais, la Division Arômes bénéficie de son excellente présence aux États-Unis auprès des principales sociétés alimentaires américaines.

Cela permet à Robertet Flavors d'avoir d'année en année de remarquables résultats aux États-Unis mais aussi à Robertet d'accompagner le succès de grands groupes sur leur marché en Amérique Latine, en Europe voire en Asie.

Les derniers investissements effectués sur le site de Piscataway (New Jersey) dans le domaine des gros mélanges liquides et des arômes en poudre commencent à produire leurs effets en accroissant sensiblement l'efficacité de ses unités de production. La gamme de produits visée par cette division est large mais les efforts prioritaires portent sur les boissons en perpétuelle évolution et les produits

laitiers, tout en poursuivant son action pour développer ses positions dans les arômes salés en bénéficiant de l'expertise du Groupe dans les produits naturels, véritable facteur de différenciation de Robertet. Les résultats sont là, le chiffre d'affaires 2009 de la Division est en croissance de 5,3% dans un contexte pourtant difficile.

ROBERTET GRASSE

La maison mère a gardé sa dimension industrielle servant la zone européenne, l'Asie et le Moyen-Orient et détient l'ensemble des participations du Groupe. Son chiffre d'affaires propre a été de 94,1 millions d'euros en 2009 contre 97,1 millions d'euros l'année précédente avec une part export de 68%. Il se répartit en 25,5 millions d'euros pour les Matières Premières (-2,8%), 34,1 millions d'euros pour les Compositions (-3,5%) et 32,2 millions d'euros pour les Arômes (-3,8%).

Les résultats financiers sont en baisse malgré une gestion extrêmement rigoureuse et une bonne maîtrise de ses coûts fixes et variables.

L'excédent brut d'exploitation ressort à 7,5 millions d'euros soit 8% du chiffre d'affaires.

Le résultat courant avant impôt est de 4,4 millions d'euros contre 5,2 millions en 2008.

La Société qui supporte le financement de l'acquisition de Charabot (2007) et du début de la construction de la nouvelle usine à Grasse (budget total de 25 millions d'euros sur 2009 à 2011) a bien préservé son excellente situation financière.

CHARABOT

Après un premier semestre en forte baisse, l'activité a bien redémarré sans toutefois pouvoir rattraper la totalité du retard accumulé.

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2009 a été de 80,1 millions d'euros contre 85,8 millions en 2008. Grâce à de vigoureuses mesures d'économie prises très rapidement et à d'efficaces opérations de rapprochement avec Robertet, la Société est demeurée en situation bénéficiaire affichant même un bénéfice consolidé part de Groupe de 2,1 millions d'euros pour l'exercice.

FILIALES EUROPÉENNES

Robertet UK a réalisé un chiffre d'affaires légèrement positif assorti d'une rentabilité correcte malgré la faiblesse de son marché intérieur subissant une délocalisation forte et progressive des centres de production anglais. Une grande part de ses ventes est maintenant orientée vers l'Afrique anglophone.

Robertet Espagne a évolué dans un marché dépressif offrant des opportunités plus réduites. Malgré cela, la filiale a maintenu ses bons fondamentaux.

Robertet Suisse présente un chiffre d'affaires en baisse de 10% reflétant un environnement peu dynamique mais maintient de bonnes performances financières.

Robertet Italie et Allemagne ont des performances supérieures au marché notamment dans le domaine de la Parfumerie.

Robertet Savoury, centre d'expertise des arômes salés du Groupe, a réalisé un chiffre d'affaires en progression de 3% et rétabli sa situation financière en 2009 nettement bénéficiaire.

ÉTATS-UNIS

La croissance de l'activité des sociétés américaines a été supérieure à celle du Groupe et a fortement superformé leur marché domestique. De même, par une politique volontariste engagée en 2008, les filiales ont partiellement reconstitué leurs marges.

Robertet Inc. qui assure la coordination mondiale des ventes de la Division Matières Premières et la promotion aux États-Unis de ses produits fabriqués à Grasse a obtenu de bons résultats dans un contexte de baisse de la consommation et de forte concurrence. Son chiffre d'affaires est en baisse de 6% et devrait se rétablir en 2010.

Robertet Flavors réalise encore de bonnes performances avec une hausse de son chiffre d'affaires de 6,6% obtenu auprès d'une liste de clients les plus prestigieux.

Ses investissements réalisés en 2008 dans de nouvelles unités de production pleinement opérationnelles début 2009 permettent d'ores et déjà une augmentation de ses capacités de production et une rationalisation de son outil. La rentabilité de la filiale est bonne et contribue fortement aux profits du Groupe.

Robertet Fragrances réalise un chiffre d'affaires en progression de 15% sur un marché américain en quasi récession. Ce résultat est très probant et attribuable à sa présence active auprès d'importantes sociétés américaines.

AMERIQUE LATINE

Cette zone a bien résisté à la crise grâce à la dynamique de son marché intérieur. Robertet dispose de trois filiales implantées depuis longtemps au Mexique, au Brésil et en Argentine qui sont un élément incontournable de son réseau dans le cadre de la stratégie internationale du Groupe.

Robertet Mexique a réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 24,7% en pesos avec de sensibles progressions en Parfumerie et en Arômes. Cette filiale est bien organisée et rentable, s'intégrant parfaitement dans les structures commerciales du Groupe.

Robertet Brésil a connu une année 2009 en forte expansion en grande partie due à de nombreuses retombées internationales provenant principalement de clients américains. Sa situation financière s'est sensiblement améliorée.

Robertet Argentine obtient également des résultats positifs notamment dans le domaine de la Parfumerie avec une solide rentabilité.

ASIE

La stratégie de Robertet est clairement d'intensifier ses efforts dans cette zone dont la croissance est particulièrement rapide.

En 2009, il a été décidé de revoir la situation de nos implantations en Asie du Sud-Est avec un focus sur l'Indonésie, pays à fort potentiel pour l'industrie des produits aromatiques. Ceci va de pair avec l'affirmation de notre présence au Vietnam où Robertet dispose de parts de marché significatives grâce à l'excellence de ses équipes locales. L'Inde demeure prioritaire compte tenu de son incontestable potentiel et fera l'objet d'efforts tout particuliers dans un cadre Groupe. 2010 verra le jour d'une nouvelle usine en Chine fabriquant des arômes et des compositions de Parfumerie principalement à destination du marché local. Cette usine est détenue à 100% par Robertet et sera inaugurée en mai. Au Japon, les résultats sont tout à fait corrects sur un marché sans croissance mais qui demeure une entité importante du Groupe.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

La meilleure activité du deuxième semestre, un programme actif de maîtrise des coûts, des actions d'optimisation avec Charabot ainsi que le retour au profit de filiales comme Robertet Savoury en Belgique, Robertet Brésil et Robertet Fragrances aux États-Unis, expliquent la bonne tenue des résultats consolidés 2009, supérieurs au budget alors que le chiffre d'affaires de 305,1 millions d'euros est quasiment identique à celui de 2008.

L'excédent brut d'exploitation est en nette augmentation au niveau de 33,8 millions d'euros soit 11,1% du chiffre d'affaires et en croissance de 17%.

Les dotations aux amortissements, provisions et reprises se montent à 10,2 millions d'euros contre 6,6 millions en 2008, pour deux raisons essentielles

- l'augmentation des amortissements consécutifs à la mise en service des unités américaines pour 1 million d'euros.
- en 2008, figurait une reprise de provision de 2,2 millions d'euros suite à la renégociation d'un plan de retraite complémentaire de Charabot.

Le résultat courant ressort à 22,2 millions d'euros en croissance de 11,7%.

Le résultat net consolidé est de 14,4 millions d'euros, en progression de 8,5%.

Malgré le démarrage de la construction de l'usine de Grasse, la situation de trésorerie du Groupe s'est sensiblement améliorée en 2009.

Sur la base de ces résultats, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 juin 2010 la distribution d'un dividende de 1,95 euro par titre contre 1,80 l'année précédente.

PRINCIPAUX INDICATEURS en milliers d'euros

	2009	2008	variations
Chiffre d'affaires	305 093	303 171	+ 0.7 %
Valeur ajoutée	118 509	110 937	+ 6.9 %
Excédent brut d'exploitation (Ebitda)	33 871	28 933	+ 17 %
Résultat courant	22 215	19 833	+ 12 %
Résultat net (part du Groupe)	14 359	13 220	+ 8.6 %
Capitaux propres part du groupe	155 782	147 449	
Trésorerie nette (*)	-44 268	-59 235	
Actifs courants -passifs courants	98 739	97 322	

(*) Trésorerie nette = trésorerie et équivalents de trésorerie + autres actifs financiers courants – dettes financières

PERSPECTIVES 2010

L'activité du premier trimestre est soutenue avec un chiffre d'affaires de 84,6 millions d'euros, en croissance de 13,3% (16% à taux de change constant).

La reprise est significative en Europe avec une tendance au restockage des principaux clients et les ventes des filiales américaines continuent dans une tendance positive. Cela devrait être un facteur d'optimisme pour l'année 2010.

Il faut toutefois tenir compte que le premier trimestre 2009 était une référence basse et qu'il est très difficile d'avoir une vision à moyen terme de cette embellie économique.

Le Groupe Robertet se porte bien et présente des fondamentaux très solides mais les aléas sont nombreux et ne permettent pas pour l'instant de faire des prévisions fiables pour l'exercice.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

A notre connaissance, il n'est survenu aucun événement depuis le 31 décembre 2009 susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La société consacre de façon permanente environ 8 % de son chiffre d'affaires aux actions de recherche, création et développement.

La société a bénéficié en 2009 de 575 000 euros au titre du Crédit d'Impôt Recherche.

RISQUE DE CHANGE, DE TAUX, ET SUR ACTIONS - RISQUE PAYS.

Risque de change

Une part prépondérante des ventes du groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro telles que le dollar US, la livre sterling, le yen, le réal, et le peso mexicain ou argentin. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, n'induisant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les entités du Groupe qui sont exposées à un risque de change, principalement la société mère qui achète et vend en dollars, pratiquent une politique de couverture de ce risque avec pour objectif exclusif la couverture des risques générés par l'exploitation et le maintien des niveaux de marge brute opérationnelle. Aucun des produits de couverture utilisés ne peut être considéré comme présentant un caractère spéculatif.

L'exposition relative aux couvertures de change est donnée dans l'annexe aux comptes, note 11.

Risque de taux

Sur les 35 millions d'euros d'emprunts du Groupe, il subsiste un risque de taux sur 8.2 millions d'emprunts à taux variable. Le détail des emprunts est fourni en note 9 de l'annexe aux comptes. Une amplitude de 1 % sur les taux aurait un impact de 82 K €.

Risque sur actions

Au 31 décembre 2009 le bilan du Groupe fait ressortir un poste trésorerie et équivalents trésorerie de 30,8 millions d'euros (24,7 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement représentées par des SICAV monétaires investies en titres de maturité très courte et ne présentant pas de risque en capital. Conformément aux règles comptables en vigueur, ces instruments sont évalués à leur valeur de marché, très proche de leur valeur comptable.

Risque pays

La société procède régulièrement à une évaluation de son exposition au risque pays. Aucune défaillance significative en matière de règlement n'est intervenue au cours de ces dernières années dans un pays identifié comme potentiellement risqué.

Répartition du capital, contrôle et actions d'autocontrôle

La famille Maubert, via Maubert SA détient 50 % du capital et 57,40 % des droits de vote de Robertet SA. La société First Eagle investment management (ex Arnhold and S.Bleichroeder Advisers) agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 27,36 % du capital dont une partie en certificats d'investissement, ramenant les droits de vote à 21,62 %.

La société International Value advisors LLC agissant pour le compte de plusieurs fonds dont elle assure la gestion possède 5,14 % du capital et 3,34 % des droits de vote.

Dans le cadre du plan d'achat d'options, la société détient 700 actions soit 0,02 % des droits de vote.

Proposition d'affectation du Résultat

Le Conseil d'Administration, propose de fixer le dividende par action à 1.95 euros,

La proposition d'affectation du résultat de l'exercice est donc la suivante :

Dividendes	4 352 737,35 euros
Réserves	174 946,78 euros
Total	4 527 684,13 euros
Le total de la distribution proposée sera donc de	4 352 737,35 euros

s'appliquant aux actions de chacune 2,5 Euros de nominal, ainsi qu'aux certificats d'investissements soit par action et par certificat d'investissement :

-Dividendes, 1.95 euros

Il est précisé que sur cette somme de 4 352 737.35 euros, et conformément aux nouvelles dispositions fiscales, la somme de 526 681euros sera réglée directement au Trésor public, par la société au titre des prélèvements sociaux par virement bancaire dans les quinze premiers jours du mois qui suivra celle du paiement des dividendes.

De plus, pour les dividendes éligibles à l'abattement de 40%, les actionnaires pourront opter pour le prélèvement libératoire de 18%, cette option entraînant l'exclusion de l'abattement de 40%.

Les actionnaires devront exercer cette option dans les délais les plus brefs auprès de leur établissement teneur de titres.

En cas d'option, la société versera aux actionnaires, un dividende amputé de 30.10 % (18% de prélèvement libératoire et 12.10 % de prélèvements sociaux) et la somme correspondante sera versée directement au Trésor.

Le paiement du dividende de l'exercice 2009 sera assuré à compter du 1^o Juillet 2010 par CACEIS Corporate trust, 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé que le montant des dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Distribution globale	Abattement 40% ou prélèvement libératoire	Sans abattement
2006	4 197 940 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2007	4 444 490 €	Sur la totalité du montant distribué	-
2008	4 007 601 €	Sur la totalité du montant distribué	-

Dépenses non déductibles par application de l'article 39-4 du CGI

Nous vous précisons, par application de l'article 223 quater du Code général des impôts, que le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code correspondant aux amortissements des véhicules de tourisme non déductibles fiscalement, qui s'élèvent à un montant global de 109 730 Euros et qui ont donné lieu à une imposition de 37 300 Euros.

Conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les termes du rapport spécial des commissaires aux comptes établi en conformité des articles L 225-38 et suivants du code de commerce.

Commissaires aux comptes

Le Conseil d'administration, les mandats des commissaires aux comptes étant échus, propose de nommer :

Commissaires aux comptes

- Le cabinet DELOITTE TOUCHE, 81 bd de Stalingrad 69100 VILLEURBANNE
représenté par Monsieur Alain DESCOINS
- Le cabinet COGEPARC, 12 quai du commerce CP 202 69339 LYON
représenté par Monsieur Christian LAURAIN,

Commissaires aux comptes suppléants

- BEAS, 7 et 9 villa Houssay 92200 Neuilly sur Seine

Commissaire aux comptes suppléant du cabinet DELOITTE TOUCHE TOHMATSU,

- Le Cabinet BOULON 44, rue Léon Perrin – 01 BOURG EN BRESSE

Et ce, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2015.

Sont également proposées à l'Assemblée Générale extraordinaire les résolutions suivantes :

Rachat des titres de la société

L'assemblée générale, sur le rapport du Conseil d'administration, faisant usage de la faculté prévue par l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise la société, pour une période de dix-huit mois, à racheter ses propres titres, actions et certificats d'investissements dans le cadre de plans pour les salariés ou en vue de leur annulation.

Le prix maximum d'achat ne devra pas excéder :

- 150 € par action ;
- 100 € par certificat d'investissement.

L'autorisation de rachat est plafonnée à 10 % du capital social de la société arrêté à ce jour et pourra, dans cette limite, soit pour l'intégralité du programme, être réalisée par voie d'acquisition de blocs de titres.

Le financement du programme de rachat pourra être opéré par utilisation de la trésorerie disponible, par émission de papier commercial et/ou par tirage sur des crédits bancaires à court ou moyen terme. Cette autorisation met fin à celle accordée par la précédente assemblée en date du 16 juin 2009.

Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, décide, en application des dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, de procéder à une augmentation du capital social d'un montant maximum de 50 000 Euros, par l'émission d'actions de numéraire de 2,50 euros de valeur nominale chacune à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

Cette augmentation de capital, réservée aux salariés adhérents du plan d'épargne d'entreprise de la Société, est effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail. L'Assemblée Générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles à émettre réservé aux actionnaires au profit des salariés de la Société ayant la qualité d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise (PEE) de la Société établi en commun par la Société et les sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens de l'article L. 3344-1 du Code du travail et de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

FONCTIONS EXERCÉES PAR LES DIRIGEANTS

Le Directeur général, les Directeurs Généraux Délégués ou Adjointes exercent tous des fonctions d'administrateurs ou assimilés dans toutes les sociétés du Groupe.

Philippe MAUBERT est également Président du conseil d'administration de MAUBERT SA, société holding contrôlant Robertet SA.

PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL SOCIAL

Dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise il est détenu par les salariés 7 280 actions soit 0,33 % du capital et 0,21 % des droits de vote.

DÉLAI DE PAIEMENT FOURNISSEURS

Conformément à l'article L441-6-1 du Code de Commerce, introduit par la loi de modernisation de l'économie, nous présentons ci-dessous sur les délais de paiement des fournisseurs :

en euros	TOTAL	ÉCHU	À ÉCHOIR		
			0 et 30 jours	31 et 60 jours	plus de 60 jours *
DETTES FOURNISSEURS	10 772 474	884 819	7 197 525	2 351 617	336 986

*Les dettes fournisseurs à plus de 60 jours ne concernent que des fournisseurs hors France

C O M P T E S C O N S O L I D É S

E X E R C I C E C L O S L E 3 1 D É C E M B R E 2 0 0 9



R O B E R T E T S . A .

ÉTAT DU RÉSULTAT DE LA PÉRIODE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc.-09	31-déc-08
Vente de produits	12	305 093	303 171
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		305 093	303 171
Autres produits opérationnels		1 583	992
Achats consommés		(136 625)	(137 608)
Charges externes		(48 366)	(51 932)
Charges de personnel		(80 230)	(78 461)
Impôts et taxes		(7 028)	(6 936)
Dotations aux amortissements, provisions et reprises	13	(10 123)	(6 930)
Autres charges opérationnelles		(967)	(933)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	12	23 338	21 363
Cessions d'actifs		1 367	1 854
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		24 706	23 217
Produits de trésorerie et d'équivalents trésorerie		405	823
Coût de l'endettement financier brut		(2 354)	(3 190)
Coût financier net	14	(1 950)	(2 367)
Autres produits et charges financiers	14	496	(26)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		23 252	20 824
Impôts courants et différés	15	(8 906)	(7 661)
RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		14 346	13 164
Résultat des sociétés mises en équivalence		77	131
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		14 423	13 295
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires		64	75
RÉSULTAT NET (part du Groupe)	12	14 359	13 220
RÉSULTAT NET PAR ACTIONS EXISTANTES (en euros)		6,45	5,95
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTIONS (en euros)	20	6,45	5,95
RÉSULTAT NET DILUÉ (en euros)	20	6,44	5,93

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net	14 423	13 295
Variation des écarts de conversion	(2 354)	2 804
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	(67)	(570)
Incidence fiscale	23	196
Total des produits et charges comptabilisés au bilan	12 025	15 725
Part revenant aux actionnaires de Robertet SA	11 978	15 619
Part revenant aux intérêts minoritaires	47	106

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ - AGRÉGATS en milliers d'euros

	2009	2008	% d'évolution
Chiffre d'Affaires	305 093	303 171	+0.6%
EBITDA	33 871	28 933	+17,1%
Résultat Courant	22 215	19 883	+11,7%
Bénéfice Net	14 423	13 295	+8,5%

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-09	31-déc-08
ACTIFS NON COURANTS		122 937	118 903
ÉCARTS D'ACQUISITION	2	15 701	15 701
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		573	446
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	95 924	91 855
ACTIFS FINANCIERS	4	8 139	7 064
PART DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		1 980	1 904
IMPÔTS DIFFÉRÉS		619	1 934
ACTIFS COURANTS		168 721	175 773
STOCKS ET ENCOURS	5	60 483	67 447
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	6	62 907	65 593
AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATIONS	7	12 037	15 557
ACTIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		2 452	2 445
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS			18
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		30 842	24 713
TOTAL ACTIF		291 658	294 677

	NOTE	31-déc-09	31-déc-08
CAPITAUX PROPRES		156 664	148 469
CAPITAL		5 566	5 557
PRIMES D'ÉMISSION		8 288	8 288
RÉSERVES CONSOLIDÉES		141 928	133 603
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		155 782	147 449
INTÉRÊTS MINORITAIRES		882	1 020
PASSIFS NON COURANTS		65 012	67 757
PROVISIONS - PART A LONG TERME	8	9 080	8 471
DETTES FINANCIÈRES - PART A LONG TERME	9	50 771	54 544
IMPÔTS DIFFÉRÉS		5 161	4 741
PASSIFS COURANTS		69 982	78 451
PROVISIONS - PART A COURT TERME	8	899	1 508
DETTES FINANCIÈRES - PART A COURT TERME	9	24 339	29 404
PASSIFS D'IMPÔTS EXIGIBLES		761	419
FOURNISSEURS		23 595	25 794
AUTRES PASSIFS COURANTS	10	20 388	21 326
TOTAL PASSIF		291 658	294 677

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux Propres Total
Total capitaux propres au 1^o janvier 2008	5 541	8 288	131 355	(9 292)	135 893	1 181	137 074
Résultat global			12 846	2 773	15 618	106	15 724
Dividendes versés			(4 444)		(4 444)		(4 444)
Exercice des stock-options	16		(16)				
Variation de périmètre			201		201	(266)	(65)
Attribution actions gratuites			409		409		409
Autres variations			(227)		(227)		(227)
Total des autres variations des capitaux propres	16		(4 078)		(4 062)	(266)	(4 328)
Capitaux Propres au 31 décembre 2008	5 557	8 288	140 124	(6 519)	147 448	1 020	148 469
Résultat global			14 315	(2 337)	11 978	47	12 025
Dividendes versés			(4 005)		(4 005)	(2)	(4 008)
Attribution actions gratuites			365		365		365
Exercice des stock-options	9		(9)				
Variation de périmètre			200		200	(193)	7
Autres variations			(204)		(204)	11	(194)
Total des autres variations des capitaux propres	9		(3 653)		(3 644)	(185)	(3 829)
Capitaux Propres au 31 décembre 2009	5 566	8 288	150 785	(8 856)	155 782	882	156 664

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net consolidé	14 359	13 220
Intérêts minoritaires	64	75
Elimination du résultat net des MEE	(77)	(131)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	8 479	8 143
Dotations nettes aux provisions	590	(1 777)
(Plus)/Moins-value sur cessions actifs	(1 367)	(1 854)
Charges et Produits sans incidence trésorerie	365	420
Charges d'impôt (exigible et différé)	8 906	7 661
Coût de l'endettement financier net	1 950	2 367
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	33 270	28 124
Variation des stocks	6 659	(7 087)
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	5 123	(7 504)
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	(3 341)	845
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	8 441	(13 747)
Intérêts versés et reçus	(2 021)	(2 361)
Impôts versés	(7 154)	(5 277)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	32 536	6 739
Investissements industriels et locations-financement	(16 120)	(19 932)
Investissements financiers net des désinvestissements	(1 253)	4 139
Cessions d'actifs	3 963	9 460
Incidence des variations de périmètre	4	(435)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(13 406)	(6 768)
Dividendes versés par la société mère	(4 011)	(4 444)
Souscription d'emprunts	5 000	5 106
Remboursements d'emprunts	(8 587)	(8 513)
Variation nette des autres dettes financières	(93)	523
Trésorerie provenant des opérations de financement	(7 692)	(7 329)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(268)	(137)
Variation globale de la trésorerie	11 169	(7 496)
Trésorerie nette à l'ouverture	6 733	14 229
Trésorerie nette à la clôture	17 902	6 733

TRÉSORERIE NETTE en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Disponibilités	24 909	16 211
Valeurs mobilières de placement	5 933	8 503
Découverts bancaires	(12 940)	(17 981)
TOTAL	17 902	6 733

1. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

1.1. Contexte général

En accord avec le règlement européen n° 1606/02, les comptes consolidés du Groupe Robertet sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2009.

Les comptes consolidés de Robertet ont été arrêtés par le Conseil d'Administration, le 14 avril 2010.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe qui sont publiés au titre de l'exercice 2009 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice 2009, le Groupe a appliqué l'ensemble des normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Les nouvelles normes et interprétations qui ont un impact sur les états financiers du Groupe sont les suivantes :

- IAS 1 révisée « présentation des états financiers », adoptée par l'Union européenne le 18 décembre 2008 ;
- IAS 23 révisée « coûts d'emprunts », adoptée par l'Union européenne le 17 décembre 2008 ;
- IFRS 8 « secteurs opérationnels », adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2007 ;

L'application d'IFRS 8 « secteurs opérationnels » n'a pas eu d'incidence significative sur la présentation des états financiers (cf. note 12)

L'application de la révision d'IAS 1 révisée a entraîné les modifications suivantes sur les états financiers :

- l'appellation du bilan est désormais : « état de la situation financière » ;
- le compte de résultat, dénommé « état du résultat de la période » a été complété par un « état du résultat global » qui regroupe le résultat de l'exercice et les autres produits et charges enregistrés en capitaux propres.

L'application des autres normes et interprétations entrées en vigueur au niveau européen, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 n'a pas eu d'incidence sur la présentation des états financiers du Groupe.

A la date d'arrêté des présents comptes consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient émises par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne ou non applicables par anticipation en raison de leur caractère contradictoire au référentiel actuel :

- IAS 24 révisée, « information à fournir sur les parties liées », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2011,
- IAS 27 révisée, « états financiers consolidés et individuels », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;
- IAS 32 amendée « classification des droits de souscription », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;
- IAS 39 amendée, « reclassement des actifs financiers » et « expositions éligibles à la comptabilité de couverture », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;
- IFRS 1 révisée, « première application des IFRS », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;
- IFRS 1 amendée, « exemption additionnelles pour les premiers adoptants IFRS », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2010 ;
- IFRS 2 amendée, « comptabilisation des plans dénoués en trésorerie au sein d'un groupe », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2010 ;
- IFRS 3 révisée, « regroupements d'entreprises » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;
- IFRS 7 amendée, « amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2009 ;
- IFRS 9, « instruments financiers », aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2013.
- IFRIC 12 « concessions » applicable aux exercices ouverts à compter du 29 mars 2009 ;
- IFRIC 15 « accords pour la construction d'un bien immobilier », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o janvier 2009 ;
- IFRIC 17 « distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires », applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;
- IFRIC 18, « transfert d'actifs par des clients » applicable aux exercices ouverts à compter du 1^o juillet 2009 ;

Les impacts potentiels de ces normes sur les comptes du Groupe sont actuellement en cours d'analyse.

1.2 Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes des sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, font l'objet de retraitements afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe.

Les critères de liquidité et d'exigibilité des divers postes du bilan sont précisés, lorsque requis, dans les notes annexes correspondantes.

Les modalités d'évaluation des postes du bilan sont décrites dans les paragraphes ci-dessous : immobilisations incorporelles et corporelles, stocks et en-cours, clients.

1.3 Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés significatives contrôlées exclusivement) sont consolidées par intégration globale. Les titres des sociétés ne remplissant pas ces critères sont inscrits en titres de participation. La consolidation de l'ensemble de ces sociétés n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

1.4 Conversion des comptes exprimés en devises

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur. Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste "Réserve de conversion".

1.5 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en produits et charges financiers.

1.6 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les engagements de retraite, les écarts d'acquisition et les stocks.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Une évolution divergente des estimations et des hypothèses retenues pourrait avoir un impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

La crise économique et financière, qui a continué au cours de l'exercice 2009, a accru les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, ainsi que les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations et jugements ont été effectués dans ce contexte en fonction des éléments disponibles à la date de clôture.

1.7 Regroupement d'entreprise

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du Groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

1.8 Immobilisations corporelles

Valeur brute :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les valeurs résiduelles sont en général considérées comme nulles.

Conformément à la norme IAS 23 applicable aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2009, le coût des nouveaux emprunts est inclus dans le coût des immobilisations.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

- | | |
|------------------------------|-----------------|
| - Constructions : | 20 ans à 40 ans |
| - Installations techniques : | 5 ans |
| - Autres immobilisations : | 4 à 8 ans |

1.9 Perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat entre l'agrégat "résultat opérationnel courant" et l'agrégat "résultat opérationnel". La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

1.10 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des titres de participation et d'autres immobilisations financières. Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés en juste valeur ou à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter à leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

Les prêts et placements long terme sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication

objective de perte de valeur.

Les actifs financiers désignés comme détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les achats et ventes d'actifs financiers sont généralement comptabilisés à la date de la transaction.

1.11 Stocks et encours

Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

1.12 Créances et dettes commerciales.

Les créances et dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Ces créances et dettes commerciales sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation en fonction soit d'un risque commercial soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

1.13 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

1.14 Trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

1.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite

résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

1.16 Engagements de retraite et assimilés

Ces engagements sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, médailles du travail ainsi que ceux relatifs aux régimes à prestations définies dont la gestion n'est pas complètement externalisée. Ces engagements sont évalués selon la méthode des unités de crédits projetées.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

1.17 Plans de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », le Groupe comptabilise une charge compensatoire pour tous les instruments sur actions propres octroyés à ses salariés. Le Groupe réalise régulièrement des opérations d'octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions à un prix unitaire convenu.

Lors de l'octroi d'options, le Groupe évalue la juste valeur des instruments à la date d'octroi. Le Groupe utilise le modèle mathématique Black & Scholes pour les valoriser. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans effet sur cette évaluation. Cette juste valeur est constatée linéairement en compte de résultat (en résultat opérationnel courant) sur la période d'acquisition des droits avec contrepartie directe en capitaux propres.

1.18 Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres. Les crédits d'impôt recherche sont inscrits en compte de résultat dans la rubrique

« autres produits opérationnels »

1.19 Ventes de produits

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Il est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

1.20 Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang. La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives.

Pour qu'un dérivé de change soit éligible à la comptabilité de couverture (de flux futurs ou de juste valeur) il est nécessaire de définir et documenter la relation de couverture et de démontrer son efficacité tout au long de sa vie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeurs de flux futurs de trésorerie.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est différent selon que l'on applique ou non la comptabilité de couverture. Néanmoins, généralement les instruments dérivés utilisés par le Groupe ne sont pas qualifiés comptablement d'instruments de couverture; dans ce cas, la variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans la rubrique « autres produits et charges financiers ».

1.21 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock options et les actions gratuites émis par le Groupe.

1.22 Frais de recherche et développement

Les coûts de frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges dans la mesure où les critères de reconnaissance en tant qu'actif ne sont pas remplis selon la Direction.

1.23 Politique de gestion des fonds propres

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des circonstances et des besoins.

1.24 Gestion des risques

La gestion des risques est assurée par la Direction du Groupe selon le contexte des marchés financiers et en fonction des procédures établies par le Groupe.

Le Groupe réalise ses opérations de couverture sur les marchés financiers avec un nombre limité de partenaires de premier rang afin d'éviter tout risque de contrepartie.

Risques de change :

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar américain, la livre britannique, le réal brésilien, le peso mexicain et le yen japonais. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

1.25 Information sectorielle

Le Groupe Robertet fonctionne sur un schéma d'organisation orienté selon deux axes principaux :

- les Directions de Divisions ont pour mission d'élaborer la stratégie mondiale sur les familles de produits dont elles ont la charge. Elles assurent le développement des nouveaux produits, de leur conception à la mise en œuvre des stratégies industrielles, et sont responsables du marketing (gammes, prix, moyens publicitaires, circuits de distribution...) ;

- les Directions Générales Continentales qui sont chargées de développer les positions du Groupe sur leurs zones géographiques respectives. En 2008, le Groupe comptait trois Directions : Europe, Amériques et autres pays du Monde. Dans le cadre de la stratégie commerciale et marketing définie par les Directions de Divisions, elles gèrent les réseaux commerciaux.

En conséquence, l'information sectorielle présentée est une information par Divisions, ces dernières étant par ailleurs considérées comme des UGT.

NOTE 2 – ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition à l'actif du bilan se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31-déc-09	31-déc-08
Division Arômes	7 879	7 879
Division Parfumerie	7 822	7 822
Total	15 701	15 701

Les écarts d'acquisition sont alloués à des groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) en fonction de l'activité à laquelle ils se rapportent. Les UGT définies depuis l'exercice 2007 correspondent aux divisions du groupe : Arômes, Parfumerie et Matières Premières.

Il a été procédé à un test de valeur des UGT, auxquelles il a été affecté un goodwill.

Ce test a été déterminé en utilisant les projections à 5 ans des flux de trésorerie générés par les ventes de chaque division.

Au-delà de ces 5 années, une valeur terminale a été déterminée à partir d'un taux de croissance de 3%. L'actualisation de ces flux est effectuée à un taux de 8 %.

Le résultat des tests confirme qu'il n'y a pas matière à dépréciation des actifs affectés à ces UGT.

Le niveau de taux d'actualisation (hypothèse-clé) pour lequel la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable (après prise en compte de tous les effets résultant de ce changement sur les autres variables utilisées) est, pour la Division Parfumerie 17 %, et pour la Division Arômes 27,5 %.

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en milliers d'euros

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc-07	Différence de taux sur ouverture	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur au 31-déc-08
Terrains	29 353	- 35	12	7 126		22 204
Constructions	58 657	333	1 044	102	4 139	64 071
Installations techniques	89 879	73	3 456	1 007	3 408	95 809
Autres immobilisations	13 471	- 64	981	562	- 13	13 813
Immobilisations en cours	6 055	641	14 278		-7 624	13 350
TOTAL	197 414	948	19 771	8 797	- 90	209 246

IMMOBILISATIONS	Valeur au 31-déc-08	Différence de taux sur ouverture	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur au 31-déc-09
Terrains	22 204	- 37		255		21 912
Constructions	64 071	- 805	410	1 988	10 019	71 707
Installations techniques	95 809	- 654	3 059	988	4 442	101 668
Autres immobilisations	13 813	133	1 001	1 544	- 31	13 372
Immobilisations en cours	13 350	- 10	11 394	448	-14 552	9 734
TOTAL	209 246	-1 373	15 864	5 223	- 122	218 392

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc-07	Différence de taux sur ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Valeur au 31-déc-08
Terrains	1 039		151			1 190
Constructions	31 814	30	2 155	54	45	33 990
Installations techniques	68 591	9	4 484	998	- 99	71 987
Autres immobilisations	9 604	- 29	1 167	493	- 24	10 225
TOTAL	111 047	10	7 957	1 545	- 78	117 391

AMORTISSEMENTS	Valeur au 31-déc-08	Différence de taux sur ouverture	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Valeur au 31-déc-09
Terrains	1 190		151			1 341
Constructions	33 990	- 144	2 422	808		35 460
Installations techniques	71 987	- 361	5 093	813	57	75 963
Autres immobilisations	10 225	79	1 095	1 554	- 140	9 705
TOTAL	117 391	- 426	8 761	3 175	- 83	122 468
VALEUR NETTE	91 855					95 924

Les immobilisations présentées ci-dessus incluent des constructions, installations techniques et autres immobilisations en location financement pour les montants suivants :

	31-déc-08	31-déc-09
Constructions	1	-
Installations techniques	3 975	3 446
Autres immobilisations	27	-
TOTAL	4 002	3 446

La charge d'amortissement pour l'exercice 2009 pour ces immobilisations en location-financement est de 478 K€, contre 643 K€ en 2008.

NOTE 4 – ACTIFS FINANCIERS

4.1 ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Titres de participations comptabilisés au coût de revient	4 492	4 307
Dépôts et cautionnements	1 172	1 148
Créances rattachées à des participations	1 197	408
Autres titres immobilisés (1)	1 133	1 041
Prêts	145	160
TOTAL	8 139	7 064
PART DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	1 980	1 904

(1) Il s'agit de placements à long terme de la filiale américaine Flavors.

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2008 :

	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET China	1 210	500	710	56,75%	2 409	79
ROBERTET India	12		12	100%		
ROBERTET Iran	200	200	-	49%	1 281	172
ROBERTET Beijing	3 356		3 356	100%	3 160	-
Autres	229		229			
TOTAL	5 007	700	4 307			

Le détail des titres de participations s'analyse comme suit au 31 décembre 2009 :

	Valeur Brute	Provision	Valeur Nette	% de détention	Capitaux Propres	Résultat
ROBERTET China	1 210	500	710	100,00%	2 502	182
ROBERTET India	12		12	100%		
ROBERTET Iran	200	200		49%		
ROBERTET Beijing	3 652		3 652	100%	3 794	-73
Autres	117		117			
TOTAL	5 192	700	4 492			

PART DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE en milliers d'euros

	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence			Comptes consolidés	
	Total bilan	Chiffre d'affaires	Résultat	Quote-part capitaux propres	résultat
Plantes Aromatiques du Diois	4 628	5 940	158	1 980	78

4.2 AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS en milliers d'euros

Les placements comptabilisés dans les autres actifs financiers sont des obligations de «marché à marché». Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat, la juste valeur de ces obligations correspondant à leur valeur comptable. Ces placements sont composés d'obligations d'entreprises et d'obligations hypothécaires.

NOTE 5 – STOCKS en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Matières premières	36 588	41 788
En-cours et produits finis	27 462	28 442
Valeur brute	64 050	70 230
Provisions	(3 567)	(2 783)
Valeur nette	60 483	67 447

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc-09	31-déc-08
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 783	2 924
Augmentations	1 617	1 057
Reprises et utilisations	(854)	(1 168)
Variation du taux de change	21	(30)
Solde à la clôture de l'exercice	3 567	2 783

NOTE 6 - CRÉANCES en milliers d'euros

Ventilation des créances clients	31-déc-09	31-déc-08
Europe	24 956	28 393
Amérique du Nord	14 089	12 835
Amérique du Sud	5 761	6 200
Asie	15 303	15 284
Autres pays	5 792	5 455
TOTAL CRÉANCES BRUTES	65 902	68 165
Provisions pour dépréciation	2 994	2 573
TOTAL CRÉANCES NETTES	62 907	65 593

Les provisions pour dépréciation s'analysent comme suit :

	31-déc-09	31-déc-08
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 573	1 982
Augmentations	1 108	1 021
Reprises et utilisations	(700)	(411)
Variation du taux de change	13	(19)
Solde à la clôture de l'exercice	2 994	2 573

NOTE 7 - AUTRES ACTIFS en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Charges constatées d'avance	2 549	2 870
Autres créances	9 489	12 687
TOTAL AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	12 037	15 557
Actifs d'impôts exigibles	2 452	2 445
Actifs d'impôts différés	619	1 934
TOTAL	15 109	19 936

NOTE 8 - PROVISIONS en milliers d'euros

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Variation du taux de change	Autres	Clôture
INDEMNITÉS RETRAITE (3)	7 687	387	131		(646)	7 297
Autres engagements envers le personnel (2)	827	233	24	(7)	(24)	1 005
Autres risques (1)	1 465	374	253	91		1 677
RISQUES ET CHARGES	2 292	607	277	84	(24)	2 682
TOTAL PROVISIONS	9 979	994	408	84	(670)	9 979
dont passifs courants	1 508					899
dont passifs non courants	8 471					9 080

(1) Autres risques :

Les autres risques correspondent essentiellement à des risques sociaux, fiscaux et commerciaux.

(2) Autres engagements envers le personnel :

Ils correspondent principalement à une provision pour médailles du travail.

(3) Provisions retraite :

Le Groupe participe à la constitution des retraites de son personnel conformément aux lois et usages des pays dans lesquels les sociétés du Groupe exercent leur activité. Le Groupe a, par ailleurs, des engagements contractuels de retraite complémentaire, d'indemnités de départ de fin de carrière et de prévoyance dont il a la responsabilité. Les engagements actuariels correspondants sont pris en charge soit sous forme de cotisations versées à des organismes indépendants responsables de leur service et de la gestion des fonds, soit sous forme de provisions.

Les principales hypothèses retenues lors de l'évaluation des engagements sont les suivantes :

Taux de rotation du personnel	2009	2008
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2007.

	France	
Taux de croissance des salaires		
	2009	2%
	2008	2%
Taux d'actualisation		
	2009	5,30%
	2008	5,30%

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	2008	2009
Coût annuel des services rendus	169	172
Frais financiers sur engagements	168	174
Gains et pertes actuariels	-214	-392
Coût de la période	122	-46

NOTE 9 – DETTES FINANCIÈRES en milliers d'euros

Analyse par catégorie de dettes	31-déc-09	31-déc-08
Emprunts à long et moyen terme	35 190	37 798
Emprunts location financement	1 535	2 596
Concours bancaires courants	12 940	17 981
Autres dettes financières (1)	23 584	23 330
Comptes-courants d'associés	1 861	2 243
TOTAL	75 110	83 948

(1) Ces dettes intègrent l'engagement de rachat des titres résiduels du Groupe Charabot pour 23 584 K€ au 31 décembre 2009 (vs 23 154 K€ au 31 décembre 2008).

Analyse par échéances de remboursement	31-déc-09	31-déc-08
A moins d'un an (1)	24 339	29 404
A plus d'un an et moins de cinq ans	49 373	52 730
A plus de cinq ans	1 398	1 814
TOTAL	75 110	83 948

dont en Euros	70 714	67 523
dont en USD	4 127	16 393
Autres devises	269	32

(1) La part à moins d'un an des dettes financières se décompose ainsi :

	31-déc-09	31-déc-08
Part à moins d'un an des emprunts	8 441	8 000
Part à moins d'un an des dettes financières diverses	1 859	2 403
Part à moins d'un an des emprunts location financement	1 099	1 021
Découverts bancaires	12 940	17 981
TOTAL	24 339	29 404

La répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable est la suivante :

	31-déc-09	31-déc-08
Emprunts à taux fixe	26 968	32 301
Emprunts à taux variable	8 222	5 498
TOTAL	35 190	37 798

Le détail des emprunts se décompose comme suit à fin 2009 :

Entité du Groupe	BANQUE	Capital restant dû au 31/12/09 en K€	Année du dernier remboursement	Taux d'intérêt	Devise
ROBERTET GRASSE	Palatine	10 940	2 014	4,39%	EUR
	Caisse d'Epargne	2 488	2 014	4,05%	EUR
	Caisse d'Epargne	2 455	2 014	3,44%	EUR
	Caisse d'Epargne	4 955	2 014	4,19%	EUR
	Société Générale	116	2 010	Libor USD 3M +0,25%	USD
	Société Générale	429	2 010	4,14%	EUR
	Camefi	4 663	2 015	4,30%	EUR
	Divers	53			
ROBERTET FLAVORS	BNP	1 249	2 011	Libor USD 3M +0,6%	USD
GROUPE CHARABOT	Crédit Lyonnais	1 143	2 011	Euribor 3M+0,55%	EUR
	Caisse d'Epargne	500	2 013	Codevi +0,6%	EUR
	Société Générale	206	2 010	3,95%	EUR
	Société Générale	4 821	2 016	Euribor 3M+0,70%	EUR
	Caisse d'Epargne	393	2 015	Codevi +0,5%	EUR
	Divers	138	2 013		EUR
AUTRES		4			
TOTAL		34 553			

NOTE 10- AUTRES PASSIFS COURANTS en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Dettes fiscales et sociales	13 894	13 710
Autres dettes	6 165	7 235
Produits constatés d'avance	330	381
TOTAL	20 388	21 326

NOTE 11 - INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS en milliers d'euros

Le groupe a recours à des instruments financiers dérivés, comportant des risques hors bilan pour gérer son exposition aux risques de change. Ces instruments financiers sont destinés uniquement à couvrir les risques sur des transactions futures ou des engagements fermes. Le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives. La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31-déc-09		31-déc-08	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	4 843	4 901	8 456	8 478

Dans le cadre des contrats relatifs à ces produits dérivés, le Groupe est soumis à des risques de contrepartie. Toutefois, le Groupe, contractant uniquement avec des banques et des institutions financières de premier rang, estime que ces risques ne sont pas significatifs. Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

31-déc-09	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	TOTAL
Autres actifs financiers non courants		8 139			8 139
Clients		62 907			62 907
Autres débiteurs		12 037			12 037
Trésorerie et équivalents de trésorerie		24 909	5 933		30 842
Actifs financiers	-	107 992	5 933	-	113 925

31-déc-08	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres	TOTAL
Autres actifs financiers non courants		7 064			7 064
Clients		65 593			65 593
Autres débiteurs		15 557			15 557
Autres actifs financiers courants			18		18
Trésorerie et équivalents de trésorerie		16 211	8 503		24 713
Actifs financiers	-	104 425	8 521	-	112 945

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients au 31 décembre 2009 et 2008 :

2009	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	6 513	1 910	397	763	-203	9 379
Europe (hors France)	10 445	3 878	364	699	-457	14 929
Amérique du Sud	3 300	1 186	326	950	-444	5 318
Amérique du Nord	7 588	5 305	1 080	105	-266	13 812
Asie & Océanie	11 237	2 107	662	1 296	-1 134	14 168
Autres	4 029	862	260	642	-491	5 302
Créances clients	43 112	15 247	3 089	4 453	-2 994	62 907

2008	Créances à échoir	Créances en souffrance			Créances dépréciées	TOTAL
		- de 3 mois	3 à 6 mois	+6 mois		
France	12 081	1 436	291	158	-107	13 859
Europe (hors France)	10 284	3 068	528	662	-442	14 099
Amérique du Sud	2 361	2 377	915	552	-432	5 773
Amérique du Nord	9 382	2 798	270	475	-237	12 688
Asie & Océanie	7 457	5 863	880	1 044	-817	14 426
Autres	3 037	1 180	435	634	-537	4 749
Créances clients	44 601	16 722	3 318	3 525	-2 573	65 593

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

	31-déc-09		31-déc-08	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Dettes fournisseurs	23 595		25 794	
Autres créiteurs	20 388		21 326	
Autres passifs finan- ciers	24 339	50 771	29 404	54 544
Passifs financiers	68 322	50 771	76 524	54 544

NOTE 12- INFORMATIONS SECTORIELLES en milliers d'euros

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe fournit une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le PDO (principal décideur opérationnel).

Le niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur d'activité. La ventilation est faite sur les trois Divisions du Groupe :

- Matières Premières
- Parfumerie
- Arômes

	TOTAL	31-déc-09		
		Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	305 094	68 404	114 127	122 563
Résultat opérationnel courant	23 338	2 200	7 119	14 019
Résultat net Part du Groupe	14 359	-276	5 602	9 033
ECARTS D'ACQUISITION	15 701		7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	95 924	34 456	21 168	40 300
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	15 866	991	10 415	4 460
DOTATION AMORTISSEMENT	8 928	2 544	2 336	4 048
ACTIF COURANT HORS TRÉSORERIE	137 879	55 403	44 956	37 520
PASSIF COURANT HORS PROVISION ET FINANCIER	44 744	16 078	15 096	13 570

	TOTAL	31-déc-08		
		Matières Premières	Parfumerie	Arômes
Chiffres d'affaires consolidé	303 171	74 490	111 730	116 951
Résultat opérationnel courant	21 363	2 356	8 738	10 269
Résultat net Part du Groupe	13 220	1 414	5 342	6 463
ECARTS D'ACQUISITION	15 701		7 822	7 879
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 855	36 664	13 999	41 192
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS	19 772	1 087	2 519	16 165
DOTATION AMORTISSEMENT	8 150	2 576	2 450	3 124

Analyse par zone géographique des ventes de produits :

	Total	31-déc-09		
		Europe	États-Unis	Autres
Chiffre d'affaires consolidé	305 093	112 054	107 997	85 041

	Total	31-déc-08		
		Europe	États-Unis	Autres
Chiffre d'affaires consolidé	303 171	126 498	98 406	78 267

NOTE 13- DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS
en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Amortissements sur immobilisations	8 927	8 150
Dotations et reprises sur provisions	1 195	(1 220)
TOTAL	10 123	6 930

NOTE 14 – RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
Intérêts d'emprunts et charges assimilées	(2 354)	(3 190)
Produits de valeurs mobilières	405	823
Coût financier net	(1 950)	(2 367)
(Dotations) / Reprises financières	(4)	174
(Pertes) de change	(1 325)	(3 320)
Gains de change	2 020	3 347
Autres	(195)	(227)
Autres produits et charges financiers	496	(26)
TOTAL	(1 453)	(2 393)

NOTE 15 - IMPÔT en milliers d'euros

	31-déc-09		31-déc-08	
	Résultat Net avant Impôt	(Charges)/Produits d'Impôt Nets	Résultat Net avant Impôt	(Charges)/Produits d'Impôt Net
Sociétés françaises du Groupe	3 523	(1 447)	8 747	(3 349)
Autres sociétés du Groupe	19 729	(7 459)	12 077	(4 312)
TOTAL	23 252	(8 906)	20 824	(7 661)

	31-déc-09	31-déc-08
Impôt courant	(7 080)	(5 294)
Impôt différé net	(1 827)	(2 366)
IMPÔT	(8 906)	(7 661)

Les actifs et passifs d'impôts s'analysent comme suit :

	31-déc-09	31-déc-08
Impôt différé Actif	619	1 934
Impôt différé Passif	(5 161)	(4 741)
Impôt différé Net	(4 541)	(1 734)

	31-déc-09	31-déc-08
Impôts différés nets au 1er janvier actifs/ (passifs)	(2 807)	(911)
Constatés en capitaux propres	65	400
(Charge) / produit	(1 827)	(2 366)
Écarts de conversion	28	70
Total	(4 541)	(2 807)
Dont impôts différés passifs	(5 161)	(4 741)
Dont impôts différés actifs	619	1 934

La réconciliation de la charge d'impôt théorique du Groupe calculée au taux d'impôt applicable en France (34,43% en 2009 et en 2008) et la charge d'impôt effective se présente comme suit :

	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net avant impôts	23 252	20 824
Taux d'impôt courant en France	34,43%	34,43%
(Charges)/Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant en France	(8 006)	(7 170)
- Impact des différences permanentes	(487)	(93)
- Effet du différentiel de taux courant des pays étrangers	(433)	(349)
- Impact des déficits fiscaux non reconnus	(128)	(149)
- Impact des crédits d'impôts	86	33
- Impact des différences de taux (différé/courant)	50	52
-Autres	12	15
(Charges) / produits d'impôts nets	(8 906)	(7 661)
Taux effectif d'impôt du groupe en %	38,30%	36,79%

Le taux d'imposition français est constitué du taux normal d'impôt sur les sociétés (33.33%), augmenté des contributions additionnelles en vigueur en 2009, qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 34.43% (comme en 2008). A noter que le Groupe n'a pas activé d'impôt différé concernant les filiales suivantes dans la mesure où il existe un risque de non recouvrabilité :

1) Filiale Brésilienne :

- impôt différé non activé sur les différences temporaires : 162 K€, soit 407 Kréal

2) Groupe Charabot :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Arco : 1 101K€

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales Charabot Inc : 739 K€

3) Manuta :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 697 K€

4) Robertet South Africa Aromatics :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 197 K€, soit 2 105 KZAR

5) Robertet Savoury :

- impôt différé non activé sur les pertes fiscales : 371 K€

NOTE 16 - ENGAGEMENTS en milliers d'euros

16-1 Engagements donnés et reçus

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

Engagements donnés	31-déc-09	31-déc-08
Cautions envers le trésor	228	228
Promesses d'hypothèques	16 143	2 058
Autres engagements	552	858
TOTAL	16 923	3 144

Engagements reçus	31-déc-09	31-déc-08
Prêts bancaires	22 000	
TOTAL	22 000	

16-2 Litiges

Chacun des litiges connus, dans lesquels Robertet ou des sociétés du Groupe sont impliquées, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont, le cas échéant, été constituées pour couvrir les risques estimés.

NOTE 17 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

Les valeurs mobilières de placements sont composées de SICAV monétaires et autres produits de placements à court terme.

	31-déc-08	Variation	Diff. de taux	31-déc-09
Sicav monétaires	5 253	- 851		4 402
Autres	3 249	- 1 682	- 37	1 530
TOTAL	8 503	- 2 533	- 37	5 933

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

en milliers d'euros

	2009	2008
Sicav /Opcvm :	4 402	5 253
Camefi Federal Placement		4 994
Autres OPCVM (Manuta)	267	259
Société Générale (Charabot)	1 935	
BECM (Charabot)	2 200	
Robertet Flavors :		18
Federal Home Loan Bank		18
Autres placements à terme :	1 530	3 249
Robertet Argentina	636	747
Robertet Espagne	1	1 201
Robertet Suisse		202
Robertet Mexico	507	1 093
Robertet Brésil	387	
Autres		7
TOTAL GENERAL	5 933	8 521

NOTE 18 - EFFECTIFS DU GROUPE

	31-déc-09	31-déc-08
Cadres	386	421
Employés	706	660
Production	397	426
TOTAL	1 489	1 507

NOTE 19 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé au 31 décembre 2009 de 2 076 989 actions d'une valeur nominale de 2,5 euros, entièrement libérées, et de 149 456 certificats d'investissements, contre 2 073 489 et 149 456 respectivement en 2008.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans (nombre d'actions au 31 décembre 2009 : 1 204 651).

Au 31 décembre 2009, le Groupe familial détient 50.6% du capital représentant 59.6% des droits de vote.

Le capital potentiel théorique de Robertet s'élèverait à 5576 milliers d'euros correspondant à 2 081 122 actions et 149 456 certificats d'investissements en cas d'exercice des options de souscription et de l'attribution gratuite définitive d'actions.

Au 31 décembre 2009, Robertet détient 700 de ses propres actions, soit 0.03 % du capital social (même montant en 2008).

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 1,95 euros par action.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2008	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-09
08/10/2000	08/10/2010	60,00	11 500			11 500
11/09/2001	11/09/2011	66,00	16 500			16 500
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300			9 300
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			55 800			55 800

Le nombre d'actions restant à émettre au 31 décembre 2009 au titre des stocks options s'élève à 55 800 actions. Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2009 s'élève à 84,45 euros.

OPTIONS D'ACHAT

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2008	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-09
31/10/2002	31/10/2010	78,10	700			700
TOTAL			700			700

Le prix d'exercice moyen pondéré des options restantes au 31 décembre 2009 s'élève à 78.10 euros.

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date attribution définitive	Nombre au 31/12/2008	Attribution	Levée	Nombre au 31-déc-09
19/04/2007	19/04/2009	3 500		- 3 500	
29/04/2008	29/04/2010	3 950			3 950
03/03/2009	03/03/2011		3 950		3 950
TOTAL		7 450	3 950	- 3 500	7 900

Seuls les plans émis à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1er janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

La juste valeur des actions gratuites s'élève à 79 euros par action. Une charge de 365 milliers d'euros a été enregistrée sur l'exercice 2009 (408 Keuros en 2008). La charge relative à l'attribution d'actions gratuites est étalée sur deux ans à partir de la date d'octroi.

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi.

NOTE 20 - CALCUL DU RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2009 est présenté ci-dessous :

(a) Résultat de base	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	14 359	13 220
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 226	2 222
Résultat net de base par action (en euros)	6,45	5,95
(b) Résultat dilué	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	14 359	13 220
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et certificats d'investissement en circulation (en milliers)	2 226	2 222
Options sur actions (en milliers)	4	8
Nombre moyen pondéré d'actions pris en compte pour le calcul du résultat dilué	2 231	2 229
Résultat net dilué par action (en euros)	6,44	5,93

NOTE 21- ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif de nature à modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2009 et la date du Conseil d'Administration ayant arrêté ces comptes, le 14 avril 2010.

NOTE 22 - ENTREPRISES LIÉES

Les transactions avec les entreprises liées sont uniquement des ventes de matières premières de la maison-mère à ces dernières. Ces ventes s'élèvent à 1 014 Keuros pour l'exercice 2009.

Les autres parties liées concernées sont les membres du Conseil d'Administration. Les rémunérations et avantages de toutes natures versées aux mandataires sociaux sont détaillés au paragraphe suivant.

NOTE 23 - RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés aux membres du Conseil d'Administration et au comité de direction du Groupe, comptabilisé en charge sur l'exercice 2009 et 2008, s'établit comme suit :

en euros	2009		2008
Rémunération du Conseil d'Administration	2 023 139	Rémunération du Directoire	1 813 379
		Rémunération du Conseil de Surveillance	171 000
TOTAL	2 023 139		1 984 379

Les rémunérations comprennent la partie fixe et variable hors charges sociales patronales.

Rémunération des mandataires sociaux

La société se réfère au code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF

1 - Tableau des rémunérations, options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social.

1.1 - RÉMUNÉRATIONS VERSÉES À PHILIPPE MAUBERT, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

en euros	2009	2008
Rémunération fixe	319 200	320 825
Rémunération variable	150 000	200 000
Avantage en nature véhicule	11 924	11 924
TOTAL	481 124	532 749
<i>Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice</i>	<i>91 250</i>	<i>75 625</i>

1.2 - RÉMUNÉRATIONS VERSÉES À LIONEL PICOLET, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

en euros	2009	2008
Rémunération fixe	209 300	204 696
Rémunération variable	100 000	125 000
Avantage en nature véhicule	5 735	5 735
TOTAL	315 035	335 431
<i>Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice</i>	<i>65 700</i>	<i>54 450</i>

1.3 - RÉMUNÉRATIONS VERSÉES À CHRISTOPHE MAUBERT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ

en euros	2009	2008
Rémunération fixe	207 700	201 773
Rémunération variable	80 000	100 000
Avantage en nature véhicule	7 542	7 452
Avantage en nature logement	20 000	19 971
TOTAL	315 152	329 196
<i>Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice</i>	<i>65 700</i>	<i>54 450</i>

1.4 - RÉMUNÉRATIONS VERSÉES À OLIVIER MAUBERT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ

en euros	2009	2008
Rémunération fixe	156 600	150 242
Rémunération variable	40 000	50 000
Avantage en nature véhicule	6 032	6 032
TOTAL	202 632	206 274
<i>Valorisation des actions gratuites attribuées au cours de l'exercice</i>	<i>65 700</i>	<i>54 450</i>

2- Jetons de présence

en euros	Comités		2009	2008
	Audit	Rémunérations		
M. Jean Maubert				6 000
M. Xavier Givaudan		•	14 500	8 000
Mme Gilberte Lombard	•	•	22 000	8 000
M. Alain Moynot	•		22 000	8 000
M. Dlawar Barakat		•	14 500	8 000
Mme Catherine Canovas	•		17 000	8 000
M. Peter Lombardo			10 000	8 000
M. Robert Nicol			6 000	8 000
Mme Isabelle Maubert			12 000	8 000
M. Philippe Maubert			12 000	
M. Lionel Picolet			12 000	
M. Christophe Maubert			12 000	
M. Olivier Maubert			8 000	
TOTAL			162 000	70 000
Rémunération de P. Lombardo au titre de son activité aux Etats-Unis (en USD)			760 000	750 000

3- Actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social pendant l'exercice

	Date du plan	Nombre d'actions	Valeur d'un titre	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Philippe Maubert	3 mars 2009	1 250	73,00	3 mars 2011	3 mars 2013
Lionel Picolet	3 mars 2009	900	73,00	3 mars 2011	3 mars 2013
Christophe Maubert	3 mars 2009	900	73,00	3 mars 2011	3 mars 2013
Olivier Maubert	3 mars 2009	900	73,00	3 mars 2011	3 mars 2013

4- Actions gratuites acquises définitivement pendant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social

	Date du plan	Nombre d'actions	Conditions d'acquisition	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Philippe Maubert	19 avril 2007	1 000	gratuite	19 avril 2009	19 avril 2011
Lionel Picolet	19 avril 2007	800	gratuite	19 avril 2009	19 avril 2011
Christophe Maubert	19 avril 2007	800	gratuite	19 avril 2009	19 avril 2011
Olivier Maubert	19 avril 2007	800	gratuite	19 avril 2009	19 avril 2011

NOTE 24- FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche & développement représentent pour l'année 2009 comme pour l'année 2008 environ 8% du chiffre d'affaires consolidé.

NOTE 25 - LISTE DES FILIALES CONSOLIDÉES

ENTITÉS	PAYS	% de détention	Méthode de consolidation
Robertet GMBH	Allemagne	100%	I N T É G R A T I O N G L O B A L E
Robertet Argentina	Argentine	100%	
Robertet Do Brasil	Brésil	100%	
Robertet Espana	Espagne	100%	
Robertet USA	Etats-Unis	100%	
Robertet Italia	Italie	100%	
Robertet Hiyoki	Japon	100%	
Robertet de Mexico	Mexique	100%	
Robertet UK	Royaume-Uni	93,80%	
Robertet et Cie SA	Suisse	100%	
Robertet Turkey	Turquie	100%	
Robertet South Africa Aromatics	Afrique du Sud	100%	
Robertet Savoury	Belgique	100%	
Charabot	France	99,76%	
Manuta	Monaco	100%	
Plantes Aromatiques du Diois	France	49,2%	M E E

C O M P T E S S O C I A U X

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009



ROBERTET S.A.

COMPTE DE RÉSULTAT

en milliers d'euros

	NOTE	31-déc-09	31-déc-08
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.13	94 074	97 063
Production stockée		158	2 259
Autres produits d'exploitation		721	834
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		94 953	100 156
Achats		-34 132	-42 627
Variation des stocks		-3 544	1 769
Charges externes		-18 217	-18 915
VALEUR AJOUTÉE		39 060	40 382
Charges de personnel		-28 870	-27 800
Impôts et taxes		-2 709	-2 704
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		7 481	9 879
Dotations aux amortissements		-2 617	-2 806
Dotations aux provisions et reprises		-484	-858
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		4 380	6 215
Charges et produits financiers	2.14	-11	-1 043
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT		4 369	5 171
Charges et Produits exceptionnels	2.15	2 148	-784
Impôt sur les bénéfices	2.17	-1 395	-1 100
RÉSULTAT NET AVANT PARTICIPATION		5 122	3 287
PARTICIPATION		-594	-239
BÉNÉFICE NET		4 528	3 048

BILAN

en milliers d'euros

ACTIF	NOTE	31-déc-09	31-déc-08
Immobilisations incorporelles	2.1		
Immobilisations corporelles	2.1 et 2.2	19 890	12 603
Immobilisations financières	2.3	69 424	68 032
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		89 313	80 635
Stocks	2.4	22 220	26 208
Clients et comptes rattachés	2.5 et 2.8	21 627	24 947
Créances diverses		3 357	4 057
Valeurs mobilières de placement	2.19	55	5 049
Disponibilités		1 813	2 073
Comptes de régularisation	2.6	1 760	1 724
TOTAL ACTIF CIRCULANT		50 832	64 059
TOTAL ACTIF		140 145	144 694
PASSIF		31-déc-09	31-déc-08
Capital	2.20	5 566	5 557
Réserves		57 075	58 044
Résultat de l'exercice		4 528	3 048
Provisions réglementées	2.8	6 586	8 543
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2.7	73 755	75 192
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2.8	3 137	3 184
DETTES FINANCIÈRES	2.9	43 503	48 484
DETTES D'EXPLOITATION	2.10	19 749	17 834
TOTAL PASSIF		140 145	144 694

TABEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers d'euros

	2009	2008
Bénéfice net	4 528	3 048
Amortissements des immobilisations corporelles	2 617	2 806
Dotations nettes aux provisions	-2 848	2 003
(Plus)/moins- value sur cessions actifs	-191	-18
Marge brute d'autofinancement	4 105	7 839
Variation des stocks	3 988	-4 205
Variation des créances clients et autres comptes débiteurs	3 985	1 148
Variation des dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs	1 915	-1 631
Variation du besoin en fonds de roulement de l'exercice	9 887	-4 688
Trésorerie provenant de l'exploitation	13 992	3 152
Investissements industriels	-10 128	-2 470
Autres mouvements sur actifs financiers	-547	-3 838
Cessions et réalisation d'actifs	416	18
Trésorerie provenant des opérations d'investissement	-10 258	-6 291
Levée de souscription d'action		
Dividendes versés	-4 008	-4 444
Souscription d'emprunts	3 403	5 000
Remboursements d'emprunts	-5 395	-5 222
Variation nette des autres dettes financières	-385	81
Trésorerie provenant des opérations de financement	-6 385	-4 585
Variation globale de la trésorerie	-2 651	-7 724
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 1 ^{er} janvier	-5 932	1 792
Disponibilités, valeurs mobilières et découverts bancaires au 31 décembre	-8 583	-5 932
TOTAL	-2 651	-7 724
SITUATION DE TRÉSORERIE	31-déc-09	31-déc-08
Valeurs mobilières de placement	55	5 049
Disponibilités	1 813	2 073
Concours bancaires	- 10 451	-13 054
NET	- 8 583	- 5 932

SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE ET DU PASSIF EXIGIBLE

en milliers d'euros

	31-déc-09	31-déc-08
ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE		
Créances clients et comptes rattachés	21 627	24 947
Autres créances	3 357	4 057
Valeurs mobilières de placement	55	5 049
Disponibilités	1 813	2 073
Comptes de régularisation actif	1 760	1 724
TOTAL	28 611	37 851
PASSIF EXIGIBLE		
Emprunts et dettes financières divers	11 027	7 651
Concours bancaires	10 451	13 054
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 760	11 573
Dettes fiscales et sociales	6 844	6 128
TOTAL	41 082	38 406
ACTIF RÉALISABLE - PASSIF EXIGIBLE	- 12 470	- 556

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

A. Principes

Les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la réglementation comptable).

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation suivantes :

-	Constructions	20 ans (*)
-	Matériel de transport	4 et 5 ans
-	Agencements, installations	5 et 8 ans
-	Installations techniques	5 ans
-	Matériels de bureau	5 ans

(*) : 8 ans pour les constructions légères

L'entreprise enregistre en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique.

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, l'entreprise procède à l'examen de la valeur actuelle de cette immobilisation. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur d'usage est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation dans le cadre des conditions d'utilisation prévues par l'entreprise. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par l'entreprise dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. Un amortissement exceptionnel est comptabilisé lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

C. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des différents critères, dont la valeur de marché, les perspectives de rentabilité et les capitaux propres réévalués.

Les autres immobilisations financières sont également évaluées au coût historique d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée lorsque la valeur d'inventaire s'avère inférieure.

D. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et leur valeur de marché. Le coût de revient des stocks correspond au coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

E. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés sont évalués à leur valeur nominale.

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction soit d'un risque commercial, soit d'un risque politique ou monétaire sur certains pays.

F. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix de revient ou à la valeur de marché si celle-ci se révèle inférieure.

G. Instruments de change

Évaluation et comptabilisation des instruments financiers dérivés :

Afin de gérer son exposition aux risques de change, l'entreprise utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier rang.

La politique de l'entreprise est de ne pas opérer sur les marchés financiers à des fins spéculatives mais d'affecter les contrats à la couverture d'engagements fermes ou de transactions futures dont la réalisation est hautement probable.

Les produits et les charges résultant de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sont enregistrés dans le résultat financier lorsque la transaction est dénouée.

Une provision est constatée, le cas échéant, à la clôture correspondant à la perte latente de la juste valeur de l'instrument financier à cette date.

H. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins values de cession, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels.

I. Utilisation d'estimations

La préparation des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis, nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses réalisées par la direction de l'entreprise et pouvant affecter les montants d'actifs et passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

J. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

K. Engagements de retraite

La société applique la recommandation n° 2003-R01 du 1er avril du CNC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite.

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture.

Les écarts actuariels sont amortis au compte de résultat à partir des exercices suivant leur constatation pour la partie excédant un corridor fixé à 10% du montant des obligations, sur la durée résiduelle de vie active des bénéficiaires (méthode dite du « corridor »).

L. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est enregistré au moment du transfert de propriété des produits. Le chiffre d'affaires est constaté net de remises et ristournes accordées aux clients.

M. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont passés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

N. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur au cours moyen mensuel. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains de change sont comptabilisés dans le poste « charges et produits financiers ».

NOTE 2 - COMPLÉMENTS D'INFORMATION

2.1 MOUVEMENTS SUR IMMOBILISATIONS

en milliers d'euros	31-déc-08	Acquisitions	Cessions	31-déc-09
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 168			2 168
Constructions	20 812	179	99	20 892
Installations techniques	32 098	1 000	400	32 699
Autres immobilisations	7 041	8 948	63	15 926
TOTAL	62 119	10 128	562	71 685

2.2 MOUVEMENTS SUR AMORTISSEMENTS

en milliers d'euros	31-déc-08	Dotations	Reprises	31-déc-09
Constructions	15 182	835	30	15 987
Installations techniques	28 975	1 241	248	29 967
Autres immobilisations	5 358	541	59	5 840
TOTAL	49 515	2 617	337	51 795

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en milliers d'euros	Valeur brute	Provisions	Valeur nette 2009	Valeur nette 2008
Participations	68 251	2 367	65 884	64 624
Créances rattachées à des participations	3 996	592	3 404	3 270
Autres immobilisations financières	135		135	138
TOTAL	72 383	2 959	69 424	68 032

en milliers d'euros	Valeur Brute 31-déc-08	Acquisitions	Cessions	Valeur Brute 31-déc-09
Participations	67 954	297		68 250
Créances rattachées à des participations	3 743	783	530	3 996
Autres immobilisations financières	138		3	135
TOTAL	71 836	1 080	533	72 383

2.4 STOCKS en milliers d'euros

Désignation	Méthode de valorisation	2009	2008
Matières premières	Coût moyen pondéré ou cours du jour si inférieur	11 213	14 756
Provision / Matières Premières		- 939	- 702
En-cours et produits finis	Coût de production	12 954	12 955
Provision/ Produits Finis		- 1 007	- 801
TOTAL		22 220	26 208

2.5 CRÉANCES en milliers d'euros

Toutes les créances sont à moins d'un an.

2.6 COMPTES DE RÉGULARISATION en milliers d'euros

	2009	2008
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 080	1 046
Achats	798	880
Frais généraux	282	167
ÉCART DE CONVERSION ACTIF	679	678
Prêts	679	678
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF	1 760	1 724
ÉCART DE CONVERSION PASSIF	145	133
Autres dettes financières	1	1
Emprunts	139	132
Prêts	6	
TOTAL COMPTE DE RÉGULARISATION PASSIF	145	133

2.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en milliers d'euros

	T I T R E S						
	actions	CI	Capital	Primes d'émission	Réserves	Provisions réglementées	Capitaux Propres
Situation au 31 décembre 2007	2 066 989	149 456	5 541	8 288	54 217	7 741	75 787
Dividendes versés					- 4 444		- 4 444
Exercice de stock-options	6 500		16		- 16		
Variation des provisions réglementées						802	802
Résultat de l'exercice					3 048		3 048
Situation au 31 décembre 2008	2 073 489	149 456	5 557	8 288	52 804	8 543	75 192
Dividendes versés					- 4 008		- 4 008
Exercice de stock-options	3 500		9		- 9		
Variation des provisions réglementées						- 1 957	- 1 957
Résultat de l'exercice					4 528		4 528
Situation au 31 décembre 2009	2 076 989	149 456	5 566	8 288	53 315	6 587	73 755

2.8 ETAT DES PROVISIONS en milliers d'euros

	provisions au 31/12/08	dotations	utilisations	reprise (provision non utilisée)	provisions au 31/12/09
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	8 543	958	2 915		6 586
Provision pour hausse des prix (1)	6 788	608	2 527		4 869
Amortissements dérogatoires	1 210	231	388		1 053
Provision pour investissement	545	119			664
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 184	113	160		3 137
Provision retraites (2)	2 344		131		2 214
Provision médailles du travail	141		11		130
Provision écart de conversion actif	678	19	18		679
Provision pour risque divers	20	94			114
PROVISION SUR ACTIF CIRCULANT	3 126	1 151	217	401	3 658
Clients	1 624	691	201	401	1 713
Stocks	1 503	459	16		1 946

(1) dont part à moins d'un an : 368 Keuros

L'impact net des dotations, utilisations et reprises s'élève à 1 471 milliers d'euros et se ventile ainsi :

Résultat d'exploitation	484
Résultat financier	2
Résultat exceptionnel	-1 957
TOTAL	-1 471

(2) Pour les provisions retraites : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnité de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges. Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	2009	2008
Taux de croissance des salaires	2%	2%
Taux d'actualisation	5.3%	5.3%
Taux de rotation du personnel		
	2009	2008
De 16 ans à 30 ans	15%	15%
De 31 ans à 41 ans	10%	10%
De 42 ans à 49 ans	4%	4%
De 50 ans à 65 ans	0.5%	0.5%

L'espérance de vie a été estimée en utilisant la table Insee 2007.

La charge afférente à ces engagements se décompose de la façon suivante :

en milliers d'euros	2009	2008
Coût annuel des services rendus	110	108
Frais financiers sur engagements	123	120
Gains et Pertes Actuariels	-364	-155
Coût de la période	-131	73

La variation des engagements de retraite et assimilés se ventile comme suit :

en milliers d'euros	2009	2008
Engagement à l'ouverture	2 344	2 272
Coût de la période	-131	73
Engagement à la clôture	2 214	2 344

2.9 DETTES FINANCIÈRES en milliers d'euros

Analyse par catégorie de dettes	2009	2008
Emprunts à long et moyen terme	26 102	31 568
Concours bancaires courants	10 451	13 054
Autres dettes financières	6 951	3 862
TOTAL	43 503	48 484

Analyse par échéances de remboursement	2009	2008
A moins d'un an	21 478	20 705
A plus d'un an et moins de cinq ans	21 163	26 090
A plus de cinq ans	863	1 689
TOTAL	43 503	48 484

Analyse des mouvements / emprunts	2 009	2 008
Souscription d'emprunt sur l'exercice	3 403	5 000
Remboursement d'emprunts sur l'exercice	-5 395	-5 222
VARIATION NETTE	-1 992	-222

Analyse des dettes financières par devise	2 009	2 008
Dettes financières libellées en Euros	39 254	41 667
Dettes financières libellées en USD	4 079	6 649
Dettes financières libellées en CHF	170	168
TOTAL	43 503	48 484

2.10 DETTES D'EXPLOITATION en milliers d'euros

Toutes exigibles à moins d'un an, elles se décomposent comme suit :

	2009	2008
Fournisseurs et comptes rattachés	10 772	9 300
Personnel et comptes rattachés	3 523	3 272
Organismes sociaux	3 254	2 856
État, impôts et taxes	67	
Commissions à payer	1 817	1 676
Autres charges à payer	170	596
Écart de conversion	145	133
TOTAL	19 749	17 834

2.11 ENGAGEMENTS en milliers d'euros

Engagements donnés	2009	2008
Consentis à l'égard des entreprises liées	2 460	2 336
Cautions envers le trésor	8	8
Autres cautions	25	20
Engagements liés au titre des contrats de crédit-bail (loyers restants à payer)	63	151
Promesses d'hypothèque	15 000	
TOTAL	17 557	2 515

Engagements reçus	2009	2008
Prêts bancaires	22 000	
TOTAL	22 000	

2.12 SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES

Néant

2.13 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES ET PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ en milliers d'euros

Par zones géographiques	2009	2008
Europe	62 006	65 139
Amérique du Nord	7 365	6 810
Amérique du Sud	4 194	6 274
Asie	12 125	11 182
Autres Pays	8 384	7 658
TOTAL	94 074	97 063

Par secteurs d'activité	2009	2008
Matières Premières	26 138	26 802
Composition pour la Parfumerie	34 942	36 071
Arômes Alimentaires	32 994	34 191
TOTAL	94 074	97 063

2.14 RÉSULTAT FINANCIER en milliers d'euros

	2009	2008
Dividendes	552	667
Intérêts sur dettes financières	-1 625	-1 641
Intérêts sur placements financiers	38	50
Escomptes accordés et reçus	-67	-93
Gains/(Pertes) de change	364	1 064
Frais de banque, charges et produits financiers divers	-118	-142
Dotation/ Reprise provision financière	844	-949
TOTAL	-11	-1 043

2.15 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL en milliers d'euros

	2009	2008
Dotations et reprises aux provisions réglementées	1 957	-802
Charges et produits divers	191	18
TOTAL	2 148	-784

2.16 SITUATION FISCALE LATENTE en milliers d'euros

	2009	2008
Impôt latent à payer sur provisions réglementées	2 268	2 941
Impôt payé d'avance sur participation et provisions retraite	967	889
Impôt payé d'avance sur contribution sociale de solidarité	52	53

2.17 VENTILATION DE L'IMPÔT en milliers d'euros

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	4369	907	3 462
Exceptionnel	2148	550	1 599
Participation	594	-61	-533
TOTAL		1 395	4 528

2.18 EFFECTIF MENSUEL MOYEN

	2009	2008
Cadres	118	121
Agents de maîtrise	120	122
Employés	135	138
Ouvriers	111	113
TOTAL	484	494

Droits individuels à la formation :

Le volume d'heures acquis par les salariés au titre du droit individuel à la formation s'élève à 37 519 heures (vs 29 500 heures à fin 2008).

2.19 VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS en milliers d'euros

Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV monétaires, des dépôts à terme et des actions propres acquises dans le cadre du plan d'achat de stock-options.

	31-déc-08	Acquisitions	Cessions	31-déc-09
Actions Propres (1)	55			55
Sicavs monétaires	4 994		4 994	
TOTAL	5 049		4 994	55

(1) le nombre d'actions propres détenues par la société au 31 décembre 2009 s'élève à 700 (idem qu'au 31 décembre 2008).

SICAV

	31-déc-08	Acquisitions	Cessions	31-déc-09
Valeur nominale	4 994		4 994	
Valeur de marché	4 995		4 995	

OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2008	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2009
08/10/2000	08/10/2010	60,00	11 500			11 500
11/09/2001	11/09/2011	66,00	16 500			16 500
11/09/2002	11/09/2012	82,00	9 300			9 300
11/09/2003	11/09/2013	87,50	9 500			9 500
11/09/2004	11/09/2014	101,19	9 000			9 000
TOTAL			55 800			55 800

OPTIONS D'ACHAT

Date d'octroi	Date limite	Cours d'exercice	Nombre au 31/12/2008	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2009
31/10/2002	31/10/2010	78,10	700			700
TOTAL			700			700

ATTRIBUTIONS ACTIONS GRATUITES

Date d'octroi	Date limite	Nombre au 31/12/2008	Attribution	Levée	Nombre au 31/12/2009
19/04/2007	19/04/2009	3 500		3 500	
29/04/2008	29/04/2010	3 950			3 950
03/03/2009	03/03/2011		3 950		3 950
TOTAL		7 450	3 950	3 500	7 900

Les actions gratuites ne sont acquises que dans un délai de 2 ans à compter de la date d'octroi

2.20 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 2 076 989 actions et de 149 456 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 2,5 €.

Il est attribué un droit de vote double aux actions nominatives détenues depuis plus de cinq ans.

2.21 CHARGES A PAYER en milliers d'euros

	2009	2008
Fournisseurs et Comptes Rattachés	1 486	1 402
Dettes fiscales et sociales	2 836	2 684
TOTAL	4 322	4 086

2.22 PRODUITS A RECEVOIR en milliers d'euros

	2009	2008
Dividendes	106	166
Autres produits financiers		70
Avoirs		5
Royalties	57	151
Refacturations diverses	55	64
Remboursements divers	1	
TOTAL	219	456

2.23 ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES en milliers d'euros

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Participations	65 818	66
Créances rattachées à des participations	3 317	
Créances clients et comptes rattachés	3 558	
Emprunts et dettes financières diverses	5 164	
Avances fournisseurs	1 213	
Dettes fournisseurs	504	
Produits à recevoir	163	
Autres dettes	200	
Produits de participation	552	
Charges financières	30	

2.24 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS en milliers d'euros

La situation globale du portefeuille de change est la suivante :

	31/12/2009		31/12/2008	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Change à terme USD	4 843	4 901	3 682	3 758

2.25 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration (aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance en 2008) pour l'exercice 2009 s'élève à 2 023 139 euros vs 1 984 379 euros en 2008.

2.26 FILIALES ET PARTICIPATIONS en milliers d'euros

	Valeur d'inventaire des titres			Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Capital (1)	Réserves et report à nouveau (1)	% détenu	Dividendes reçus (2)	Résultat du dernier exercice (2)
	brut	provision	net							
Robertet GMBH	542	437	105	118		26	77	100,00		1
Robertet Argentina	177		177			404	997	100,00		387
Robertet do Brasil	3 132	919	2 212			3 361	-1 761	100,00		613
Robertet Espana	162		162			60	2 239	100,00	318	293
Robertet Inc	13 436		13 436			1 925	13 429	100,00		1 403
Robertet Flavors Inc	6 445		6 445		1 249	687	40 205	100,00		6 475
Robertet Italia	70		70			26	-7	100,00		3
Robertet Japon	199		199		375	592	671	100,00		16
Robertet de Mexico	139		139			195	5 256	100,00	106	518
Robertet UK	392		392	1 136		138	1 402	93,80		587
Robertet et Cie SA	38		38			64	2 131	100,00	128	64
Robertet Turquie	976		976			3	662	100,00		53
Robertet South Africa Aromatics	460	309	151			290	-153	100,00		-26
Robertet Savoury	3 500		3 500			3 125	2 500	100,00		621
Robertet China	1 210	500	710			1 881	439	100,00		182
Robertet India	12		12					100,00		
Robertet Iran	200	200		300				49,00		
IS Finances SAS	50		50							
Robertet Beijing	3 652		3 652	507		3 864	3	100,00		-73
Groupe Charabot (4)	16 517		16 517			6 100	47 888	34,92		2 078
Manuta (3)	15 019		15 019	1 073		300	9 218	100,00		-94
Sarl Serei No Nengone	1		1		835					
Plantes Aromatiques du Diois	1 857		1 857			98	1 737	49,20		158
Sous-total	68 186	2 367	65 820	3 133	2 459					
Autres	66		66							
Total	68 252	2 367	65 886	3 133	2 459					

(1) : montant en devise converti au taux de clôture

(2) : montant en devise converti au taux moyen annuel

(3) : La société Manuta détient 14,95% de Charabot SA et 38,5% de Charabot Participations

(4) : Comptes consolidés

A noter que la créance consentie à Robertet Iran est provisionnée à 100%, soit 300 K€.

RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2005	2006	2007	2008	2009
SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D' EXERCICE					
Capital social	5 558	5 573	5 541	5 557	5 566
Nombre d'actions	2 073 896	2 079 596	2 066 989	2 073 489	2 076 989
Nombre de certificats d'investissement	149 456	149 456	149 456	149 456	149 456
Valeur nominale des titres	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS					
Chiffre d'affaires hors taxes	92 934	98 406	99 798	97 063	94 074
Bénéfice avant impôt, dotation aux amortissements et provisions	13 437	15 309	14 351	11 244	10 938
Impôt sur les bénéfices	2 707	3 627	2 442	1 100	1 395
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	5 550	6 160	6 269	3 048	4 528
Montant des bénéfices distribués	4 000	4 200	4 433	4 008	4 342
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UN SEUL TITRE					
Bénéfice après impôt, mais avant dotation aux amortissements et provisions	4,83	5,24	5,37	4,56	4,29
Bénéfice après impôt, dotation aux amortissements et provisions	2,50	2,76	2,83	1,37	2,03
Dividende versé à chaque titre	1,80	1,90	2,00	1,80	1,95
PERSONNEL					
Nombre de salariés	505	511	493	488	484
Montant de la masse salariale	16 463	16 768	17 231	17 606	17 792
Montant versé au titre des avantages sociaux (S.S., œuvres sociales, etc...)	7 573	7 781	8 442	8 321	9 377

DONNÉES SOCIALES & ENVIRONNEMENTALES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009



ROBERTET S.A.

Données propres à Robertet Grasse :

Informations sociales

Toutes les informations ci-après sont extraites du bilan social de la maison mère.

Effectifs au 31 décembre :	Total	484	
	Contrats Contrats à durée déterminée	18	
	Contrats à durée indéterminée	466	
	Hommes	251	
	Femmes	233	
	Cadres	118	
	Agents de maîtrise	120	
	Employés	135	
	Ouvriers	111	
<hr/>			
Age moyen :	44 ans		
<hr/>			
Ancienneté :	Plus de 5 ans	392	81 %
	Plus de 10 ans	283	58 %
	Plus de 20 ans	160	33 %
	Plus de 30 ans	55	11 %
<hr/>			
Mouvements :	Embauches	61	
	Fins de contrat	8	
	Démissions	4	
	Licenciements	7	
	Retraites	12	

Handicapés : La société emploie 28 handicapés satisfaisant ainsi aux quotas imposés par la Cotorep.

Formation : Les sommes consacrées à la formation se sont élevées à 406 000 euros et ont bénéficié à 152 personnes, 69 hommes et 83 femmes.

Hygiène et sécurité : Nous avons déploré 15 accidents du travail ayant entraîné 973 jours d'arrêt.

Intérim : Le nombre moyen des intérimaires a été de 36 personnes avec une durée moyenne de 12 jours, soit un coût de 1 979 000 euros.

Temps de travail : Le temps de travail annuel moyen est compris dans la limite de 1 600 heures.

Le nombre d'heures non travaillées pour maladie est de 57 182 heures, y compris les congés maternité et paternité pour 16 %. Le rapport entre les heures travaillées et les heures rémunérées, incluant l'impact des congés payés est de 79 %.

Informations environnementales

L'utilisation de solvants organiques dans nos activités nous amène à émettre dans l'atmosphère des composés organiques volatils (COV). Le pourcentage de perte par rapport aux solvants mis en œuvre est inférieur à celui préconisé pour les sites nouveaux dans le schéma de maîtrise des émissions dans le secteur de l'industrie aromatique.

Nous disposons à Grasse d'une station de traitement des effluents qui a traité en 2009 45 750 M3 de rejets, évacués pour retraitement. De ce fait nous n'émettons aucun élément polluant, ni dans le sol ni dans l'eau.

Nos autres déchets sont évacués soit pour être recyclés ou revalorisés soit utilisés comme combustibles via une filière de valorisation énergétique.

Les quantités ainsi évacuées en 2009 sont les suivantes, en tonnes :

Résidus végétaux	1 160
Déchets solides (emballages plastiques, fûts, cartons ...)	400
Déchets liquides (Huiles, eaux de chimie, boues de station ...)	730

Par ailleurs, à titre indicatif, les consommations d'énergie ont été les suivantes :

Eau	87 850 M3	soit une baisse de 12,70 % par rapport à 2008
Gaz	22,11 millions de Kwh	soit une baisse de 8,30 % par rapport à 2008
Electricité	6,4 millions de Kwh	soit une baisse de 9,90 % par rapport à 2008

ATTESTATION DU RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER 2009
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009



ROBERTET S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2009

Monsieur Philippe MAUBERT

Président, Directeur Général.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans les comptes consolidés, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Grasse, le 30 avril 2010

Philippe Maubert

Président Directeur Général

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009



ROBERTET S.A.

Christian LAURAIN
Le Thélémus
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ROBERTET, tels qu'ils sont présentés aux pages 16 à 56 ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1er janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

C'est dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques que les comptes ont été arrêtés et que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit en notes 1.16 et 8 de l'annexe, les provisions destinées à couvrir les engagements du groupe en matière de retraite sont calculées sur la base d'estimations actuarielles par des experts désignés par les sociétés du Groupe. Nos travaux ont notamment consisté à examiner les données utilisées et à apprécier les hypothèses retenues pour ces estimations.
- Comme décrit en notes 1.9 et 2 de l'annexe, votre société procède annuellement à un test de dépréciation des écarts d'acquisition. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation et apprécié les données et hypothèses utilisées par votre société pour ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mai 2010
Les Commissaires aux Comptes

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIÉS

Alain DESCOINS

Christian LAURAIN
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ROBERTET, tels qu'ils sont présentés aux pages 58 à 78 ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

C'est dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques que les comptes ont été arrêtés et que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit en note 1-C de l'annexe, votre société déprécie les titres de participation dont la valeur d'utilité devient inférieure à la valeur nette comptable. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les hypothèses et données retenues par votre société pour l'évaluation de ces titres et à revoir les calculs effectués.
- Votre société constitue également des provisions, tels que décrits dans la note 1-J de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mai 2010
Les Commissaires aux Comptes

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIÉS

Alain DESCOINS

Christian LAURAIN
Le Thélémus
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec la société ROBERTET BEJING

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société Robertet BEJING détenue à 100%.

Personnes concernées : Philippe MAUBERT et Lionel PICOLET

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2009, à 730 000 USD.

Avec la société MAUBERT SA.

Nature et objet : Votre Société a conclu avec la SA MAUBERT SA un contrat d'animation de groupe qui prend effet à partir du 1er août 2009.

Personne concernée : Philippe MAUBERT

Modalités : La redevance est calculée sur le montant des frais engagés majorés d'une marge de 5 %. La charge comptabilisée s'élève à 31 175 € HT au 31 décembre 2009.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et des engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Avec la société MANUTA

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à la société MANUTA détenue à 100%.

Personnes concernées : Philippe MAUBERT et Lionel PICOLET

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2009, à 1 072 584 euros.

Avec la filiale iranienne

Nature et objet : Votre société a octroyé une avance de trésorerie à sa filiale iranienne détenue à hauteur de 49%.

Personne concernée : Lionel PICOLET

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2009, à 300 000 euros.

Avec la société Robertet UK

Nature et objet : Votre société a consenti une avance de trésorerie à Robertet UK, filiale détenue à 93,80 %.

Personne concernée : Christophe MAUBERT

Modalités : Cette avance n'est pas rémunérée et s'élève, au 31 décembre 2009, à 1 008 671 GBP.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mai 2010
Les Commissaires aux Comptes

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Alain DESCOINS

Christian LAURAIN
Le Thélémos
12 quai du Commerce - Case 202
69336 LYON CEDEX 09

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Park Avenue
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

R O B E R T E T
Société Anonyme
37 avenue Sidi- Brahim
06130 GRASSE

**Rapport des Commissaires aux Comptes
établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce
sur le rapport du président du conseil d'administration**

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société ROBERTET et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Lyon et Villeurbanne, le 21 mai 2010
Les Commissaires aux Comptes

Christian LAURAIN

DELOITTE & ASSOCIES

Alain DESCOINS

GROUPE ROBERTET

ROBERTET GRASSE

37, avenue Sidi Brahim
BP 52100
06130 Grasse Cedex
France
Phone : +33 4 93 40 33 66
Fax : +33 4 93 70 68 09
www.robertet.fr

CHARABOT

10 Avenue Yves-Emmanuel Baudoin
BP 22070
06131 Grasse Cedex
Phone : +33 4 93 09 33 33
Fax : +33 4 93 09 33 01
E-mail : contact@charabot.fr

ROBERTET PARIS

43 Rue du Colisée
75008 Paris
Tél: 33 1 44 95 02 80
Fax: 33 1 45 61 93 69

F I L I A L E S

USA

Robertet Flavors Inc
Tél: +1 732 981 8300
Fax : +1 732 981 1717

Robertet Fragrances Inc

Tél: +1 201 405 1000
Fax : +1 201 337 6863

Robertet Fragrances Inc.

New York Creative Center
Tél: +212 710 4600
Fax : +1 212 245 4092

AFRIQUE DU SUD

Robertet South Africa Aromatics
Ltd.
Tél: +27 014 537 2773

ALLEMAGNE

Robertet GMBH
Tél: +49 22 33 39 44 0
Fax: +49 22 33 39 44 20

ARGENTINE

Robertet Argentina
Tél: +54 11 4771 4105
Fax: +54 11 4774 2837

BELGIQUE

Robertet Savoury
Tél: +32 3 641 95 00
Fax: +32 3 645 36 58

BRESIL

Robertet do Brasil Ind. e Com. Ltda
Tél: +55 11 4133 7103
Fax: +55 11 4133 7122

CHINE

Robertet Flavors & Fragrances
(Beijing) CO., LTD.
Tél: +86 10 844 053 38
Fax: +86 10 844 053 39

ESPAGNE

Robertet España SA
Tél: +34 93 417 71 04
Fax: +34 93 417 96 55

GRANDE BRETAGNE

Robertet UK Ltd.,
Tél: +44 1428 647240
Fax: +44 1428 647241

INDE

Robertet Flavours & Fragrances Pvt.
Ltd.
Tél: +91 22 66 95 28 21
Fax: +91 22 66 95 28 24

IRAN

Robertet Sirjan
Tél: +98 21 877 451 16
Fax : +98 21 877 343 19

ITALIE

Robertet Italia Srl
Tél: +39 02 48 00 89 90
Fax: +39 02 48 00 98 03

JAPON

Robertet Japan
Tél: +81 33 666 12 41
Fax: +81 33 666 12 42

MEXIQUE

Robertet de Mexico s.a. de c.v.
Tél: +52 555 686 61 64
Fax : +52 555 685 80 71

SINGAPOUR

Robertet Singapore PTE Ltd
Tél: +65 6 221 04 41
Fax: +65 6 223 56 08

SUISSE

Robertet SA
Tél: +41 22 311 31 55
Fax: +41 22 310 31 77

TURQUIE

Robertet Gulyagi ve
Tél: +90 246 553 20 29
Fax : +90 246 553 24 92

VIETNAM

Robertet Vietnam
Representative Office
Hochiminh City
Tél: +84 8 38221845
Fax: +84 8 38221896